

Washington veut empêcher une livraison d'armes chinoises à Harare

LE MONDE | 22.04.08 | 15h38 • Mis à jour le 22.04.08 | 15h38

L'épopée du An Yue Jiang, le navire chinois transportant des armes et des munitions à destination du Zimbabwe, pays en proie à une vive tension politique et sociale, se poursuit. Le bateau, qui devait décharger sa cargaison au port de Durban (Afrique du Sud), en a été empêché à la fois par un mot d'ordre du syndicat des dockers et par une décision judiciaire qui a interdit le transport des armes par voie terrestre.

Vendredi 18 avril, le An Yue Jiang avait dû quitter Durban et faisait route vers Luanda (Angola), mais les autorités de ce pays ont annoncé, lundi, qu'elles n'avaient pas autorisé le navire à *"entrer en Angola"*.

Le navire transporte trois millions de cartouches destinées à des fusils d'assaut AK 47, 1 500 lance-roquettes et plus de 3 000 mortiers. Les armes pourraient être utilisées par le régime zimbabwéen du président sortant, Robert Mugabe, dans la répression contre l'opposition qui revendique la victoire aux élections du 29 mars, dont le résultat n'est toujours pas publié.

Le refus angolais intervient alors que les Etats-unis multiplient les pressions sur les pays de la région pour qu'ils refusent le déchargement. Le message a été diffusé par Washington aux ambassades américaines au Mozambique, en Namibie et en Angola : autoriser le passage des armes compromettrait leurs relations avec les Etats-Unis. Jendayi Frazer, la secrétaire d'Etat adjointe chargée de l'Afrique, ira elle-même l'expliquer sur place dans quelques jours. Washington voudrait aussi obtenir des pays de la région qu'ils exigent du Zimbabwe la publication des résultats électoraux.

A Harare, la capitale zimbabwéenne, le porte-parole du parti au pouvoir a défendu, lundi, le *"droit souverain"* du pays d'*"acheter des armes de toute provenance légale"* pour *"se défendre"*. *"Nous n'avons besoin de l'autorisation de personne"*, a-t-il insisté. Le porte-parole a également nié l'existence de milices semant la terreur dans les quartiers favorables à l'opposition. Ces accusations, a-t-il déclaré, *"ne sont que des mensonges destinés à légitimer une intervention internationale (...) comme en Irak"*.

Lundi, une trentaine de militants de l'opposition ont été inculpés à Harare de *"violences publiques"* tandis que Morgan Tsvangirai, le leader de l'opposition, a demandé à l'ONU et à l'Union africaine *"une intervention"* dans la crise.

Philippe Bernard (avec AP et AFP)

Article paru dans l'édition du 23.04.08